

## Réunion de la coordination des instances du Comité national (C3N)

lundi 15 septembre, Salle F.Braudel.

Participants : Giuseppe Baldacci, Frédéric Barras, Frédérique Bassino, Christian Bergaud, Boris Gralak, Francois Bonnarel, Anne-Sophie Bonnet-Ben Dhia, Christian Bordas, Philippe Buettgen, Marie-Josée Casanove, Bruno Chaudret, Barbara Demeneix, Sylvette Denèfle, Sophie Duchesne, Jacques Dumarchez, Guillaume Fiquet, Francois Hammer, Claire Mouradian, Gilles Ohanessian, Dimitri Peaucelle, Alain Trautmann, Francois Tronche, Matias Velazquez, Jean-Denis Vigne et Pascal Weil.

Invités : Didier Chatenay et Barbara Demeneix

ODJ :

1. Rencontre avec Ph.Baptiste, DGDS
2. Informations sur les actions en cours :
3. Actions du CN

La réunion était destinée à faire le point sur la mobilisation pour l'emploi scientifique initiée par le Conseil scientifique et la réunion plénière du Comité national du 11 juin.

1. Philippe Baptiste, directeur général délégué à science, est venu informer la C3N des perspectives budgétaires pour le CNRS. Les chiffres ne sont pas encore connus mais le DGDS a fait état d'un optimisme modéré. La direction du CNRS, qui met tout en œuvre pour convaincre les tutelles et les parlementaires de l'importance de l'enjeu que constitue l'emploi scientifique, est décidée à utiliser le budget au maximum pour les recrutements, sans sacrifier les crédits des unités. Elle va donc chercher à faire des économies et contenir le budget des TGIR. La discussion a porté sur la baisse des effectifs et sur la nécessité de cesser d'annoncer séparément les postes chercheurs et IT, procédure qui conduit régulièrement à un arbitrage défavorable aux postes IT. Malgré la difficulté technique, la C3N souhaite que les instances soient désormais informées en même temps des effectifs prévus pour les deux types de concours. La C3N a également insisté sur la nécessité de programmer les recrutements sur plusieurs années.

2. Actions en cours.

Philippe Buettgen a rappelé les conclusions de la CPCN du 8 juillet : toutes les sections consacreront l'avant-propos du rapport de prospective à l'emploi et feront figurer un texte identique reprenant les conclusions de la plénière du 11 juin au début du texte ; relancer la pétition avec le soutien de scientifiques de renom – action à poursuivre ; organiser une réunion des directeurs d'unités : chaque président de section a écrit à l'ensemble des DU relevant de sa section. 350 DU ont répondu.

Réunion des DU : Cette réunion est prévue le 24 septembre à 14h à l'institut Cochin 27 rue du Fg St Jacques). Un groupe de pilotage composé de Frédéric Barras, Didier Chatenay, Bruno Chaudret, Barbara Demeneix, Vincent Laudet, Jean-Yves Toussaint et Jean-Denis Vigne a commencé à préparer la réunion. Un projet de lettre ouverte au président de la République a été discuté avec les membres de la C3N. Il va être repris en fonction des premières réactions et la version remaniée sera envoyée aux DU dès que possible pour qu'ils puissent envoyer leurs suggestions de modifications et que le texte présenté le 24 septembre soit déjà le fruit de leurs discussions. D. Chatenay va coordonner ce travail de rédaction.

Principales conclusions de la discussion sur le texte proposé : il est trop long ; il faut éviter la rhétorique nationaliste et trouver le bon ton entre revendication et plainte ; conclure sur des demandes précises, en lien avec celles émises par le CN lors de la plénière ; prévenir des actions qui seront mises en œuvre si les revendications exprimées ne sont pas suivies d'effets.

Cette réunion a été insuffisamment annoncée. Un message va être envoyé à l'intersyndicale pour que les personnels soient mis au courant et la presse va être contactée. Ph. Buettgen va contacter la CP-CNU.

D'autres actions possibles des DU ont été discutées et notamment l'idée d'aller en cortège, à l'issue de la réunion du 24/09, apporter la lettre au ministère. La discussion a porté sur l'opportunité et la faisabilité d'une démission ou d'une grève des DU (si ces derniers en décidaient ainsi), et du lien à faire entre cette action et une grève éventuelle du Comité national. Les deux arguments principaux qui justifient les actions à mener sont : il nous faut manifester clairement la volonté de ne plus faire fonctionner un système que tout le monde s'accorde à considérer comme aberrant et nocif ; souligner que les revendications concernant l'emploi scientifique ne reviennent pas à demander un financement supplémentaire mais seulement à récupérer l'argent qui existe (le CIR) et qui est mal utilisé, voire détourné.

En conclusion, le comité de pilotage va soumettre à l'assemblée des DU l'idée que chacun.e rende sa prime de direction et se mette en grève administrative – afin de ne pas nourrir l'idée que les DU sont en grève mais continuent d'être payés. Si cette proposition est retenue, les contours de cette grève administrative seront discutés le 24/09 et pourront rester à l'appréciation de chacun.e. Il faudra réfléchir à la façon de gérer cet argent et de l'utiliser (possibilité d'acheter des pages dans la presse pour faire connaître les revendications de la communauté ? De soutenir des précaires ?) Enfin, s'ils se mettent en grève, les DU pourront appeler à la grève du CN, ce qui augmenterait l'impact de leur action.

### 3. Actions du CN.

Le mouvement Sciences en marche est évoqué brièvement, tout le monde en ayant déjà entendu parler. La C3N décide à l'unanimité le soutien du Comité National à Sciences en Marche.

Il est rappelé que la C3N ne peut pas appeler à la grève ni à la démission du CN, ces décisions relevant des différentes instances (CPCN, CS et CSIs). Néanmoins, après en avoir longuement discuté, la C3N adopte à l'unanimité la motion suivante :

« Au cas où, à la fin de la discussion budgétaire, aucune mesure n'aurait été prise par le gouvernement pour améliorer le financement de l'ESR et créer les emplois statutaires devenus indispensables, la C3N appelle le Comité national à envisager la grève, dès la session d'automne. »

Pétition : chaque président de CSI va chercher à recueillir dans sa communauté, le soutien de deux ou trois scientifiques de renom au texte de la pétition issue des conclusions de la plénière. Ces signatures permettront de relancer la pétition dans la presse.

Le CS va inviter des représentants de Science en Marche à sa réunion du 16 septembre matin, et discuter de la possibilité de rejoindre le cortège devant l'Assemblée nationale le 17 après-midi.

Les Fondamentales, organisées à Grenoble les 10 et 11 octobre 2014, pourront être une bonne occasion de faire connaître au public les problèmes que connaît actuellement l'emploi scientifique.